

Extrait de :
Daniel Debomy, « L'UE malgré tout ? Les opinions publiques
européennes face aux crises (2005-2015) », *Études & Rapports n° 111*,
Institut Jacques Delors, juin 2016.

PRÉFACE

DES EUROSCEPTICISMES, PAS D'« EUROPHOBIE »

par Yves Bertoncini

L'Union européenne est confrontée depuis près d'une décennie à une série de crises, aussi bien internes qu'externes, qui ont eu un profond impact sur la manière dont elle est perçue par ses citoyens et les États membres qui la composent.

Controverses relatives au projet de « Traité constitutionnel européen », conflits liés à la « crise de la zone euro », puis tensions découlant de la crise des réfugiés n'ont pas seulement nourri un intense débat public dans la plupart des pays de l'UE : ils ont aussi suscité nombre de commentaires plus ou moins impressionnistes et alarmistes, qu'il est salutaire de mettre en perspective sur la base de données solides et d'analyses étayées et circonstanciées.

Tel est le grand mérite de l'Étude réalisée par Daniel Debomy, spécialiste reconnu de l'analyse des évolutions des opinions publiques européennes qui, sur la base des précieuses enquêtes « Eurobaromètre », souligne avec minutie autour de quels enjeux et dans quelle mesure les peuples de l'UE ont pu ou non modifier leur jugement sur elle au cours d'une « décennie de crises ».

Au moins trois grands enseignements politiques très éclairants se dégagent de l'ensemble des chiffres et analyses exposés par l'Étude de Daniel Debomy.

Le premier enseignement politique de cette Étude est que la perception citoyenne de l'appartenance de son pays à l'UE et des bénéfices qu'il retire de cette appartenance est demeurée positive tout au long de la période, et qu'elle s'avère même plus positive en 2015 qu'en 2005 dans une fraction significative des pays membres.

Cette réalité chiffrée apparaîtra contre-intuitive aux seuls observateurs succombant un peu vite à la confusion entre « euroscepticisme » et « europhobie »¹. Ce que souligne cette Étude est que la volonté de continuer à faire partie de l'UE apparaît solidement ancrée pour une majorité de citoyens de l'ensemble des États membres, au-delà du cas d'espèce britannique, même si elle n'exclue naturellement pas l'expression de vives critiques quant à la manière dont l'UE fonctionne ou décide.

En ce sens, cette Étude ne fait que confirmer le constat déjà dressé par le Policy Paper que Daniel Debomy avait consacré à la zone euro². Celui-ci avait en effet mis évidence un attachement populaire à l'appartenance à l'union monétaire, qui explique en grande partie pourquoi la zone euro n'a pas subi l'éclatement funeste que nombre de mauvais augures lui avaient prédit.

Le deuxième enseignement politique de l'Étude de Daniel Debomy est que l'image de l'UE et le degré de confiance que ses citoyens éprouvent à son égard ont en revanche subi un déclin marqué entre 2005 et 2015 - de l'ordre de 10 points en moyenne pour la première et de plus de 10 points en moyenne pour le second.

Cette baisse prononcée est la traduction directe des crises qui ont frappé l'UE au cours de la dernière décennie, mais aussi des divisions et atermoiements qui ont caractérisé la réaction de l'UE face à ces crises. Elle traduit un « euroscepticisme » qui a d'autant plus progressé qu'il s'est nourri de motivations diamétralement opposées - donc en réalité la progression de plusieurs euroscepticisms. À titre d'exemple, l'UE a été perçue comme vecteur d'un excès d'austérité dans les pays sous assistance financière comme la Grèce ou l'Irlande, mais aussi et dans le même temps comme l'organisateur d'un excès de solidarité dans des pays comme la Finlande ou la Slovaquie.

L'UE y a perdu sur les deux tableaux et mettra naturellement du temps pour redorer son blason et regagner la confiance perdue auprès de ses citoyens,

1. Yves Bertoncini et Nicole Koenig, « Euroscepticisme ou europhobie : protester ou sortir ? », *Policy paper n° 121*, Institut Jacques Delors, novembre 2014.

2. Voir Daniel Debomy, « L'UE non, l'euro oui ? Les opinions publiques européennes face à la crise (2007-2012) », *Policy paper n° 90*, Institut Jacques Delors, mars 2013.

alors même qu'une logique politique comparable semble être à nouveau à l'œuvre face à la crise des réfugiés.

Dans ce contexte, le troisième enseignement politique de l'Étude de Daniel Debomy découle de sa classification des 28 États membres au regard de la sensibilité européenne majoritairement exprimée par leurs citoyens.

Cette classification-là n'a pas seulement pour objectif de rappeler que les Européens sont plus que jamais « unis dans la diversité », et que chaque peuple continue d'évoluer de manière spécifique au sein de la « Fédération européenne d'États-nations » évoquée par Jacques Delors, y compris sur la base de considérations plus domestiques que communes.

Une telle classification souligne aussi que ce qui caractérise le débat public sur l'UE de cette dernière décennie n'est pas tant son « déficit démocratique » ou la classique fracture entre « Bruxelles et les peuples », dénoncés de manière souvent pavlovienne. C'est bien davantage une fracture entre les peuples de l'UE qui est mise en évidence à l'issue de cette Étude, dont il faut par nature tenir compte puisque les autorités européennes et nationales agissent dans un cadre démocratique. Cette fracture politique là constitue un défi non moins considérable pour les partisans et praticiens de la construction européenne.

Il est donc d'autant plus souhaitable que pareil défi puisse être relevé sur la base d'un diagnostic éclairé et précis de l'évolution et de l'état actuel des opinions publiques de l'ensemble des États membres.

Voilà une raison supplémentaire de former le vœu que les autorités européennes et nationales et, au-delà, l'ensemble des citoyens s'impliquant dans le débat public sur l'UE, puissent méditer et mettre en débat cette Étude de Daniel Debomy, afin de formuler des analyses et des initiatives s'appuyant sur de solides fondements politiques et démocratiques.

Yves Bertoncini
directeur de l'Institut Jacques Delors